

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 15/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LESIEUR GENERALE CONDIMENTAIRE SAS

ZI - Rue Charles Fourier
59760 Grande-Synthe

Références :H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\LESIEUR GENERALE
CONDIMENTAIRE_Grande-synthe_070.01787\2_Inspections\
2024_04_09_FMD_recolement_APMD_JR\A signer\Lesieur generale condimentaire_grande-
synthe_RAPVI_0007001787_V3.odt
Code AIOT : 0007001787

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2024 dans l'établissement LESIEUR GÉNÉRALE CONDIMENTAIRE SAS implanté ZI - Rue Charles Fourier 59760 Grande-Synthe. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LESIEUR GÉNÉRALE CONDIMENTAIRE SAS
- ZI - Rue Charles Fourier 59760 Grande-Synthe
- Code AIOT : 0007001787
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement LESIEUR GÉNÉRALE CONDIMENTAIRE SAS fabrique sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 16 août 2004, des condiments et assaisonnements.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 5	Sans objet
2	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 6	Sans objet
3	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 7.2	Sans objet
4	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 8	Sans objet
5	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 9	Sans objet
6	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 10.2	Sans objet
7	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 13	Sans objet
8	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 14	Sans objet
9	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 11/04/2024, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place son système de management environnemental (SME) au travers du manuel de management dénommé TERRE@CTION. Ce SME identifie les aspects environnementaux significatifs pour le site puis établit les objectifs à atteindre, les plans d'actions à mettre en œuvre, la surveillance et la mesure des performances environnementales.

En ce qui concerne les plans des réseaux, l'exploitant a réalisé la numérisation de l'ensemble de ces plans pour les rendre disponibles, conformément à la prescription de l'arrêté préfectoral.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 5
Thème(s) : Risques chroniques, Système de management environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME)
Constats : Les certifications ISO 14001 (environnement) et 50001 (énergie) sont réalisées au niveau du groupe AVRIL. Il a été décidé d'arrêter cette certification au niveau du groupe pour effectuer une certification au niveau des usines (quatre unités) et du siège. En ce qui concerne le site LESIEUR GÉNÉRALE CONDIMENTAIRE de Grande-Synthe (GECO), l'audit de certification est programmé pour la semaine 16. L'exploitant a mis en place son système de management environnemental (SME) via le manuel de management dénommé TERRE@CTION.

Ce système de management environnemental identifie les aspects environnementaux et énergétiques significatifs pour le site, puis établit les priorités et les objectifs à atteindre en ce qui concerne les cibles environnementales et énergétiques. Le SME identifie ensuite les plans d'action à mettre en œuvre, ainsi que la surveillance et la mesure des performances environnementales. La revue périodique du système est programmée pour assurer l'amélioration continue du SME.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 6

Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants:

I. Des informations sur les procédés de production agroalimentaire et laitière, y compris :

- a) Des schémas simplifiés de déroulement des procédés, montrant l'origine des émissions ;
- b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et des techniques de traitement des effluents aqueux/gazeux destinées à éviter ou à réduire les émissions, avec mention de leur efficacité ;

II. Des informations sur la consommation et l'utilisation de l'eau, présentées sous forme de schémas de circulation et bilans massiques, et détermination des mesures permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux (voir point 9) ;

III. Des informations sur le volume et les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment :

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH et de la température ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;

IV. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment :

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;
- c) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité ;

V. Des informations sur la consommation et l'utilisation d'énergie, sur la quantité de matières premières utilisée ainsi que sur la quantité et les caractéristiques des résidus produits, et détermination des mesures permettant d'améliorer continûment l'utilisation efficace des ressources ;

VI. La définition et mise en œuvre d'une stratégie de surveillance appropriée en vue d'accroître l'utilisation efficace des ressources, compte tenu de la consommation d'énergie, d'eau et de matières premières. La surveillance peut prendre notamment la forme de mesurages directs, de calculs ou de relevés réalisés à une fréquence appropriée. La surveillance s'effectue au niveau le plus approprié.

Constats :

Dans le cadre de son SME, l'exploitant a établi une matrice de pilotage qui inventorie :

- la consommation d'eau (m³/t de produits finis),
- les rejets d'eau (flux DCO en kg/j),
- les consommations énergétiques (électricité et gaz en kWh/t de produits finis),
- les consommations de matières premières,
- les quantités de déchets (kg/t de produits finis),
- le taux de valorisation des déchets.

Concernant l'utilisation de l'eau (consommation et rejets), les données sont en correspondance avec celles transmises dans le cadre de l'autosurveillance GIDAF :

- relevé hebdomadaire de la consommation d'eau sur le site,
- résultats mensuels des analyses des rejets d'eau après traitement.

Les résultats des analyses sont commentés en cas de dépassement ou d'événement ayant un impact sur les valeurs limites d'émission.

En ce qui concerne les consommations d'énergie, de matières premières, d'eau, et la production de déchets, l'exploitant a utilisé le diagnostic Diag Eco-Flux (financé par BPI France/ADEME), qui a permis d'identifier et de quantifier les postes d'économies possibles. Ces postes d'économies, ainsi que les investissements financiers nécessaires pour les atteindre, ont ensuite fait l'objet d'arbitrages au niveau de la direction du groupe, afin de décider de leur mise en œuvre.

La revue de la matrice de pilotage est mensuelle, et la revue de performance est réalisée deux fois par an.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 7.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance

Prescription contrôlée :

Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective :

Les valeurs limites de concentration sont fixées en sortie de l'établissement par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 III.

L'exploitant surveille les émissions dans l'eau et respecte les VLE de l'arrêté préfectoral complémentaire du 03/10/2016.

Constats :

Les VLE des rejets d'eaux usées après traitement et des eaux pluviales sont intégrées dans la matrice de pilotage. L'exploitant reporte ces données dans cette matrice ainsi que dans l'autosurveillance GIDAF. Les dépassements des VLE sont commentés, et les actions mises en place pour respecter les VLE sont précisées. Les fréquences de surveillance des rejets d'eaux après traitement sont respectées. :

paramètres	fréquence
Débit, température, pH	En continu
DBO5	hebdomadaire
MES	hebdomadaire
DCO	hebdomadaire
Azote Global	hebdomadaire
Phosphore total	hebdomadaire
Matières grasses	hebdomadaire

La surveillance des eaux pluviales est réalisée annuellement par l'exploitant.

En ce qui concerne les VLE des eaux usées, l'inspection a procédé par sondage au contrôle des résultats de l'autosurveillance 2023. L'inspection a noté les dépassements de VLE suivants:

- 1 sur la DCO (02/2023)
- 2 sur la DBO5 (02 et 03/2023)
- 2 sur les MES (02 et 03/2023)
- 1 sur les matières grasses (04/2023)
- 2 sur la température (07 et 08/2023)

Ces dépassements font l'objet de commentaires de l'exploitant sur les causes du dépassement et sur les solutions pouvant y être apportées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 8

Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

L'exploitant applique la technique « a » et une combinaison appropriée des techniques énumérées au point « b »

« a »- Un plan d'efficacité énergétique intégré dans le système de management environnemental (cf. point de contrôle n°1) consiste à définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), à déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés et à prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités de l'installation.

« b »- utilisation de techniques courantes

Les techniques courantes comprennent notamment :

- La régulation et le contrôle des brûleurs ;
- La cogénération ;
- Les moteurs économes en énergie ;
- La récupération de chaleur au moyen d'échangeurs thermiques ou de pompes à chaleur (y compris la recompression mécanique de vapeur) ;
- L'éclairage ;
- La réduction au minimum de la purge de la chaudière ;

<ul style="list-style-type: none"> - L'optimisation des systèmes de distribution de vapeur ; - Le préchauffage de l'eau d'alimentation (y compris l'utilisation d'économiseurs) ; - Les systèmes de commande de procédés ; - La réduction des fuites du circuit d'air comprimé ; - La réduction des pertes thermiques par calorifugeage ; - Les variateurs de vitesse ; - L'évaporation à multiples effets ; - L'utilisation de l'énergie solaire.
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la matrice de pilotage du SME, l'objectif environnemental pour le plan d'efficacité énergétique est la réduction des émissions de CO₂. L'objectif fixé pour l'exploitant et son site de Grande-Synthe est d'atteindre une réduction de 310 tonnes par an des émissions de CO₂.</p> <p>Le plan d'action à mettre en œuvre a été établi sur la base du diagnostic Diag Eco-Flux (cf point de contrôle n°2). À titre d'exemple, la mise en place d'un système de mesure et d'indicateurs de performance énergétique par usage et équipement, le remplacement des éclairages par des LED, le renouvellement des compresseurs, ou encore l'isolation du réseau de vapeur sont des actions engagées dans le cadre de ce plan d'efficacité énergétique.</p> <p>Les actions réalisées sont ensuite présentées avec l'affichage des résultats obtenus en termes de réduction de consommation énergétique et de diminution des tonnes de CO₂ rejetées dans l'atmosphère. Chaque action est associée à des indicateurs de conformité (efficacité énergétique, conformité aux normes environnementales, etc.) pour évaluer dans quelle mesure l'action a contribué à atteindre l'objectif de réduction des émissions de CO₂.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : MTD Générique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant applique la technique « a » et une ou plusieurs des techniques indiquées aux points b à k</p> <ul style="list-style-type: none"> - « a » : Recyclage et/ou réutilisation des flux d'eau, précédé ou non d'un traitement de l'eau pour le nettoyage, le lavage, le refroidissement ou pour le procédé lui-même. - b : Optimisation du débit d'eau - c : Optimisation des buses et des conduites d'eau - d : Séparation des flux d'eau <p>Techniques liées aux opérations de nettoyage</p> <ul style="list-style-type: none"> - e : nettoyage à sec - f : système de curage des canalisations - g : nettoyage à haute pression - h : Optimisation du dosage des produits chimiques et de l'utilisation de l'eau dans le nettoyage en place (NEP) - i : Nettoyage basse pression à l'aide de produits moussants ou de gel - j : Optimisation de la conception et de la construction des équipements et des zones de procédés - k : Nettoyage des équipements dès que possible

Constats :

L'arrêté préfectoral complémentaire du 30/06/2023 impose à l'exploitant la réalisation d'une étude technico-économique de réduction de la consommation en eau.

Cette étude a été transmise à l'inspection des installations classées le 24 mai 2024. Ce dossier est référencé « Étude technico-économique des solutions de réduction des prélèvements d'eau – Lesieur Générale Condimentaire – 9 Rue Charles Fourier, 59 760 Grande-Synthe – R001-1621133CAF-V02 du 03/05/2024.

Le dossier présente une méthodologie constituée de plusieurs étapes :

- Cartographie & audit des prélèvements et des utilisations d'eau,
- Bilan des actions déjà mises en œuvre,
- Recherche de solutions de réduction des prélèvements d'eau et sélection des solutions de réduction d'eau envisageables.

L'étude s'appuie en partie sur les résultats du diagnostic Diag Eco-Flux et sur les premières actions décrites et à entreprendre.

La validation de cette étude et la mise en place des actions qui en découleront devront prendre en compte les meilleurs techniques disponibles (MTD).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 10.2

Thème(s) : Risques chroniques, Fluides frigorigènes

Prescription contrôlée :

L'exploitant utilise des fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un faible potentiel de réchauffement planétaire. Les fluides frigorigènes appropriés comprennent notamment l'eau, le dioxyde de carbone ou l'ammoniac.

Constats :

Le bilan des équipements utilisant des fluides frigorigènes, ainsi que le type de fluide frigorigène, sont intégrés dans le SME. Les actions identifiées concernent la suppression ou le remplacement des fluides frigorigènes ayant le plus fort potentiel de réchauffement planétaire (PRP).

L'utilisation du fluide R507A (PRP de 3300) a été arrêtée au 01/01/2022 avec la fin de l'exploitation de la centrale SABROE. Les autres fluides utilisés ont un PRP inférieur à 2500.

Une revue des équipements est effectuée par le prestataire d'entretien, avec l'établissement d'un bilan (charge, suppression, etc.) et une veille réglementaire

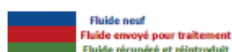
.

Tableau de suivi des fluides frigorigène (GECO) :

Lesieur GECO

	Fluide	Charge totale (en KG)	Mouvement de fluide (Recharge)							Mouvement de fluide (récupération)					
			2019	2020	2021	2022	2023	2024		2019	2020	2021	2022	2023	2024
CENTRALE SABROE (fin exploitation 01/01/2022)	R507A	715	819,8	80	170					300					54,3
GROUPE POSITIF BIPLEX	R407C	48		24	11	30									
GROUPE NEGATIF 1	R407F	15													
GROUPE NEGATIF 2	R407F	15	13,5												
GROUPE POSITIF R&D	R407C	1,9													
GROUPE POSITIF EXPEDITION	R448A	64													
GROUPE EAU GLACEE TRANE CTA CIRCUIT 1	R134A	93		5						88	26				
GROUPE EAU GLACEE TRANE CTA CIRCUIT 2	R134A	45													
GROUPE EAU GLACEE TRANE PROCESS CIRCUIT 1	R134A	55			29										
GROUPE EAU GLACEE TRANE PROCESS CIRCUIT 2	R134A	56													
CLIMATISATION STATION EPURATION	R448A	3	3 (MISE EN SERVICE)												
CLIM PROCESS	R410A	2,7													
LOCAL B.BAI	R410A	1	1												

Mise à jour le 01/09/2023



Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 13

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point de contrôle n°1), un plan de gestion du bruit

Constats :

La dernière étude de mesures du bruit (limites de propriété et zones à émergence réglementée) a été réalisée entre décembre 2022 et janvier 2023. Cette étude montre des résultats conformes à la réglementation. Elle est réalisée tous les trois ans.

Les résultats de l'étude sont intégrés au SME dans le cadre de la conformité réglementaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 14

Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs

Prescription contrôlée :

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, l'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point de contrôle n°1), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :

<ul style="list-style-type: none"> - un protocole précisant les actions et le calendrier ; - un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs ; - un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ; - un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction. <p>Les dispositions ci-dessus ne sont applicables que dans les cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne met pas en place de plan de gestion des odeurs, l'établissement n'étant pas concerné par cette problématique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Plan des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 11/04/2024, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société LESIEUR GENERALE CONDIMENTAIRE SAS est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite ZI - Rue Charles Fourier 59760 Grande-Synthe de respecter les dispositions de l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 16 août 2004 en mettant à jour le plan des réseaux et le plan des égouts dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection du 12/05/2023 et à la proposition d'un arrêté de mise en demeure, l'exploitant a transmis, le 08/02/2024, à l'inspection le plan des réseaux. Les plans, au format PDF (extraction .dwg), présentent les réseaux d'eaux pluviales, d'eaux usées sanitaires, d'eaux usées industrielles, ainsi que les eaux usées industrielles après traitement. Ce plan indique les diamètres des canalisations, les points de rejet, les regards et avaloirs, les points de coupure et de relevage, ainsi que les vannes de fermeture des bassins de rétention.</p> <p>L'inspection a également pu visualiser, sous le logiciel AutoCAD, l'ensemble du réseau d'alimentation et de distribution en eau potable.</p> <p>Les plans transmis par l'exploitant sont donc conformes à la prescription de l'arrêté préfectoral.</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le Préfet, d'abroger le projet d'arrêté de mise en demeure signé en date du 11/04/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite – abrogation de l'arrêté de mise en demeure du 11/04/2024</p>